



HAL
open science

La protestation antinucléaire par-delà les frontières : mutations et temporalités de l'enjeu européen

Mikael Chambru

► **To cite this version:**

Mikael Chambru. La protestation antinucléaire par-delà les frontières : mutations et temporalités de l'enjeu européen. *Communication & Organisation*, 2020, 57, pp.121-133. 10.4000/communicationorganisation.8921 . hal-02554133

HAL Id: hal-02554133

<https://hal.science/hal-02554133v1>

Submitted on 17 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La protestation antinucléaire par-delà les frontières : mutations et temporalités de l'enjeu européen

The anti-nuclear protest across borders : changes and temporality of the European issue

Mikaël Chambru



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/8921>

DOI : 10.4000/communicationorganisation.8921

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2020

Pagination : 121-133

ISSN : 1168-5549

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Mikaël Chambru, « La protestation antinucléaire par-delà les frontières : mutations et temporalités de l'enjeu européen », *Communication et organisation* [En ligne], 57 | 2020, mis en ligne le 02 janvier 2024, consulté le 24 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/8921> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.8921>

La protestation antinucléaire par-delà les frontières : mutations et temporalités de l'enjeu européen

The anti-nuclear protest across borders : changes and temporality of the European issue

Mikaël Chambru

Résumé : Cet article propose d'analyser les temps et contre-temps de l'eupéanisation de la protestation anti-nucléaire, en décryptant les formes d'actions collectives des coalitions contestataires et leur manière de les problématiser sur le temps long. À partir des dimensions stratégiques et organisationnelles, mais aussi discursives et symboliques des mouvements sociaux, le but est de saisir ces conséquences dans les dynamiques de construction d'un espace public européen. En jeu, l'analyse de la mise en question des frontières du politique résultant de l'articulation entre perspective européenne et ancrage local des mobilisations collectives dans la construction du problème public relatif à l'énergie électronucléaire.

Mots clés : nucléaire, mobilisation collective, Europe, espace public, mouvements sociaux

Abstract: This article analyses the progresses and the setbacks of the Europeanisation of anti-nuclear movements. I will highlight the various forms of collective actions of protesting coalitions and show how they formalize them in the long-run. Using the strategic and organizational, but also discursive and symbolic dimensions of social movements, I will emphasise these consequences in the process of construction of construction of a European public sphere. What is at stake is analyzing the questioning of the limits in politics resulting from the comparison between European perspective and local anchoring of collective mobilization, in the construction of the public problem relating to nuclear power.

Keywords: nuclear power, collective mobilization, Europe, public sphere, social movements

En mai 2018, le président de la République française se voit remettre à Aix-la-Chapelle (Allemagne) le prix européen Charlemagne « pour sa vision nouvelle de l'Europe ». Des militants antinucléaires allemands, belges et français profitent de l'occasion pour lui demander de fermer immédiatement les centrales nucléaires les plus dangereuses au cœur de l'Europe et dans lesquelles l'État français a des intérêts financiers comme preuve de son « réel engagement pour une nouvelle Europe, en sortant enfin la France et l'Europe du nucléaire ». Dix ans plutôt, le Réseau Sortir du nucléaire (RSN) lançait une campagne « Pour une Europe sans nucléaire » et organisait un « grand rassemblement européen » à Paris le 12 juillet. Engagé dans une « course aux armements symboliques » avec les autorités publiques, l'objectif de cette initiative est de montrer sa capacité à apporter une réponse à la décision du président de la République de construire un second réacteur EPR en France, au moment même où il prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

Depuis son avènement au début des années soixante-dix, la protestation antinucléaire française est régulièrement traversée par la question européenne. Celle-ci se déploie, se transforme et se redéploie sur le temps long à travers les séquences de mobilisation, les épisodes contestataires et les vagues protestataires constituant l'histoire de la militance antinucléaire. Ces mobilisations sont plurielles et peuvent être marquées par l'agissement de militants issus de pays différents au-delà des frontières nationales autour d'une lutte sectorielle, par des mobilisations locales reliées à des questions européennes, par le recours aux opportunités offertes par l'Europe et les institutions européennes pour contourner les obstacles nationaux et contester l'ordre établi mais aussi, dans une moindre mesure, par la participation au processus de prise de décision au sein de l'Union européenne. Ces mobilisations ne sont toutefois pas circonscrites à la France puisqu'elles sont aussi observables sur l'ensemble du territoire européen, notamment autour des frontières entre de multiples États-nations (Kaijser et Meyer 2018). Plus largement, cette question européenne participe également des dynamiques organisationnelles de la mouvance antinucléaire à travers la recherche continue de créer un mouvement antinucléaire européen : des premières tentatives en 1970 entre les militants français, allemands, belges, hollandais et suisses aux récents échanges en 2017 lors du troisième Forum social mondial antinucléaire (FSMA). Elle est également observable à travers la création de communs au sein du réseau Nuclear Heritage Network (NHN) depuis 2006, sans oublier les expériences et tentatives de « devenir européen » des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix avec les Européens contre SuperPhénix (ECS). Ainsi, derrière l'identité stabilisée et publique d'un mouvement unifié, la mouvance antinucléaire problématise l'enjeu européen de façon mouvante, parfois floue ou contradictoire, mais surtout plurielle, y compris en leur sein.

Dans l'histoire de la militance antinucléaire française, ces problématisations de l'enjeu européen ne sont pas un préalable aux mobilisations collectives mais une de

ses composantes pratiques marquées par des conflits permettant l'appropriation des enjeux, la maîtrise de leurs définitions et le contrôle des formes de la contestation dans l'espace public. À partir des dimensions stratégiques et organisationnelles, mais aussi discursives et symboliques des mouvements sociaux, cet article a pour objectif d'analyser les temps et contre-temps de l'europanisation de la protestation antinucléaire, en décryptant les formes d'actions collectives des coalitions contestataires et leur manière de les problématiser sur le temps long. Toutefois, il ne s'agit pas ici de s'intéresser aux Organisations internationales non gouvernementales (OING) actives au sein de la mouvance antinucléaire (Greenpeace, Amis de la terre, etc), engagées de longue date dans des dynamiques d'action transnationale et dont l'activisme européen demeure provisoire et discontinu (Rivat 2013). Il ne s'agit pas non plus de s'intéresser au rôle joué par la structuration partisane et idéologique de l'écologie politique européenne à partir de 1984 et jusqu'à nos jours, comme autour de la proposition de Directive européenne sur le traitement des déchets nucléaires de 2010 (Lits 2010). Cet article se focalise au contraire sur les lieux où les mouvements sociaux « vivent », ici et maintenant, l'Europe en tant qu'espace commun d'expérimentation de modalités spécifiques de délibération et de communication, modalités s'institutionnalisant ensuite dans des formes et des pratiques organisationnelles. Ces lieux sont aussi des « lieux publics européen » dans lesquels s'engagent les publics, constituant ainsi « des espaces d'engagement où l'on éprouve physiquement la citoyenneté européenne », et dans le cas singulier de la protestation antinucléaire un « embryon d'espace civique oppositionnel autonome » participant à la construction d'un espace public européen (Dacheux 2019).

L'objectif de cet article est donc de documenter comment les différents modes d'europanisation – transnationalisation, externalisation, intériorisation et supranationalisation – des mobilisations collectives (Tarrow et Doug 2002) de la protestation antinucléaire participent sur le temps long à la construction de cet espace public européen en devenir, en n'occultant pas la multiplicité des ancrages locaux de cette participation. Les formes d'actions collectives analysées s'enchevêtrent en effet dans les expériences oppositionnelles, en fonction des ressources et des savoir-faire disponibles, des acteurs et des organisations mobilisés, des ajustements tactiques situés face aux adversaires de la cause, de l'attachement territorial spécifique de l'espace contestataire. Elles s'ajustent également, et vice-versa, avec les opportunités offertes par la gouvernance institutionnelle de l'énergie électronucléaire, ses temporalités et ses bifurcations à différentes échelles (Topçu 2013). En procédant ainsi, il s'agit d'apporter un éclairage sur un aspect relativement peu documenté par la sociologie des mobilisations et son tournant transnational (Siméant 2010 : 21), à savoir l'articulation entre perspective européenne et ancrage local des mobilisations collectives dans la constitution d'un problème public d'où résulte une mise en question des frontières du politique.

Pour ce faire, cet article s'appuie sur une enquête ethnographique multi-située réalisée au sein de la mouvance antinucléaire pendant plusieurs années. Cinq objectifs ont guidé les orientations méthodologiques de cette recherche : observer le militantisme en situation, explorer les espaces de mobilisation, saisir les jeux d'échelles, multiplier les points de vue, sortir d'un opportunisme conjoncturel. L'enquête a débuté par une observation participante au sein d'une coalition antinucléaire locale traversée depuis plusieurs décennies par la question européenne. Suivant les dynamiques des mobilisations collectives par le biais d'une filature ethnographique, elle s'est ensuite poursuivie au sein d'une coalition régionale inscrivant son militantisme dans une perspective transnationale, puis au sein des instances d'une coalition nationale. C'est au sein de cette dernière que s'agrègent les mouvements sociaux et s'institutionnalise l'action collective antinucléaire en France, ce qui en fait un lieu privilégié d'observation des enjeux liés aux modes d'europanisation de la contestation. Parallèlement à cette immersion progressive, une cinquantaine d'entretiens approfondis ont été réalisés avec des militants engagés sur différents territoires, auxquels s'ajoute un corpus d'archives militantes constitué au fil de l'enquête. Cette combinaison de matériaux empiriques divers permet de rechercher les continuités là où des ruptures sont annoncées et de maintenir une distance critique face aux discours des acteurs en présence, sans procéder à une généralisation abstraite déconnectée des expériences vécues par les militants antinucléaires. Cette multiplication des lieux, des temps d'investigation et leur mise en relation dans l'analyse permet aussi de ne pas considérer l'ancrage local des mobilisations de manière isolée pour repérer les contours, les dynamiques et les interactions des espaces publics fragmentés dans lesquels s'engagent les publics. L'enquête permet alors d'engager une réflexion sur la (dé)territorialisation des espaces publics, interrogeant l'europanisation comme modalité des mutations de l'espace public mais aussi la participation de ces lieux d'engagement et de mobilisation à la constitution d'un espace public européen. Ainsi, cette posture multi-située offre la possibilité d'identifier et d'étudier les mutations et les temporalités de l'enjeu européen au sein de la protestation antinucléaire française.

L'enjeu européen et les dynamiques organisationnelles des mouvements sociaux

En France, les premières mobilisations antinucléaires ont lieu à partir du printemps 1971 contre les projets de centrales nucléaires de Fessenheim et de Bugey. Du fait de la proximité de la frontière, des connexions transfrontalières s'opèrent immédiatement avec des militants étrangers, essentiellement allemands et suisses. Ils sont eux-aussi directement impactés par le risque que font courir ces projets électronucléaires tout en étant par ailleurs mobilisés contre des projets similaires dans leur pays. Le mouvement de nucléarisation touche en effet à cette époque la quasi-

totalité des pays européens, suscitant en réaction des dynamiques protestataires sur l'ensemble des territoires concernés. Une première rencontre en plusieurs coalitions antinucléaires européennes est organisée pendant deux jours en décembre 1971 à Strasbourg pour tenter de structurer et de coordonner la contestation naissante au-delà des frontières de chaque État. Cette rencontre révèle une différence notable dans la façon d'approcher le problème électronucléaire, entre ceux qui estiment qu'il faut lutter en s'appuyant sur les moyens qu'offrent la législation de chaque pays et ceux qui plaident pour une lutte globale hors de tout cadre institutionnelle à l'échelle européenne : « la synthèse qui s'était faite en France entre la critique politique issue de Mai 1968 et la critique écologique ne s'était pas opérée aussi nettement à cette époque dans les autres pays européens » (Chaudron et Le Pape 1979 : 50). Dès lors, chacun délaisse l'enjeu européen pour se replier sur son territoire national et s'efforce de structurer à cette échelle, non sans difficulté, les mobilisations territorialisées qui se multiplient dans les années suivantes à mesure que les programmes électronucléaires prennent de l'ampleur. En France, il faut par exemple attendre 1976 pour voir émerger une première coalition nationale d'envergure, la Coordination nationale antinucléaire (CNAN), agrégeant la quasi-totalité des coalitions antinucléaires locales existantes. Au cours de cette période, le « commun » européen est travaillé, au-delà de la seule question de la politique énergétique, par la mouvance écologiste naissante pour qui l'échelle européenne et l'idée d'une Europe constituée d'une multitude de régions permettraient de substituer aux États-nations existants et à leurs défaillances démocratiques et écologiques. Seuls les militants antinucléaires engagés sur des territoires transfrontaliers poursuivent et développent les coopérations internationales, agissant de concert de part et d'autre de la frontière et en reformulant les enjeux locaux en termes européens et non nationaux. L'action collective glisse dans un mode d'européanisation de la contestation sous la forme de la « transnationalisation » (Tarrow et Doug 2002). À cet égard, la mobilisation contre le projet de surgénérateur SuperPhénix joue un rôle clé dans l'espace contestataire antinucléaire français et européen (Chambru 2016).

Projet industriel regroupant les six principaux pays d'une Europe en plein développement, ce surgénérateur est présenté par les pouvoirs publics comme le succès d'une coopération européenne en matière d'énergie électronucléaire initiée à partir de 1957. Relevant d'un intérêt supra-national, il n'est pas présenté comme un choix politique pouvant être discuté et faire l'objet d'un débat public. En réaction, les militants antinucléaires s'emparent de cette dimension européenne du projet de SuperPhénix qu'ils réinscrivent et spatialisent dans le couloir rhodanien, lui-même présenté comme l'« égout radioactif européen ». Cette transnationalisation de l'action collective dès 1974 facilite le déploiement de la protestation. Par exemple, les militants suisses transfèrent en effet leurs ressources et leur savoir-faire développés dès 1972 à l'occasion de la mobilisation contre le projet de centrale nucléaire de Verbois, en aval de Genève. En 1976, une coalition régionale et transnationale est

mise en œuvre afin de coordonner l'opposition croissante contre SuperPhénix. Le travail de mobilisation porte rapidement ses fruits puisque, l'année suivante, la contestation acquiert une dimension européenne avec l'engagement massif – et la présence effective – de militants antinucléaires allemands et italiens le 31 juillet 1977 à Creys-Malville pour une manifestation d'envergure. Cette européanisation de la contestation fournit alors à l'État français un argument pour décrédibiliser et criminaliser l'effervescence contestataire antinucléaire. Le territoire national est en effet présenté par les autorités publiques comme menacé par une force étrangère : « Pour la deuxième fois dans l'histoire de France, la mairie de Morestel est occupée par les Boches []. S'il le faut je ferai ouvrir le feu sur les contestataires ». Plus de 60 000 personnes défilent, une centaine d'entre elles sont blessées, deux sont mutilées et un jeune militant antinucléaire français décède les poumons éclatés par la déflagration d'une grenade offensive lancée par les forces de l'ordre. Cette violente répression se charge d'amplifier les déchirements internes de la mouvance antinucléaire en France et de progressivement mettre fin à l'existence de la coalition transnationale. Le 6 septembre 1985, SuperPhénix est mise en service, puis couplée au réseau électrique le 15 janvier de 1986. Toutefois, l'accident de Tchernobyl survenu quelques semaines plus tard fait resurgir l'argument européen dans les mobilisations antinucléaires françaises. Impulsé par la mouvance écologiste, un Réseau pour un avenir sans nucléaire (RASN) organise l'année suivante une manifestation à Paris pour obtenir « l'abandon des programmes nucléaires à l'Ouest comme à l'Est et exiger l'engagement d'un plan immédiat de sortie du nucléaire pour l'Europe ».

Bien que ne rencontrant pas le succès escompté, cette initiative pose toutefois les jalons d'un renouveau de la protestation antinucléaire. En septembre 1989, les militants suisses impulsent et participent activement à la création d'une nouvelle coalition antinucléaire transnationale, le Comité européen contre SuperPhénix (CES), devenue par la suite les ECS. Rassemblant près de 250 associations à travers l'Europe, elle s'efforce d'organiser la lutte sectorielle contre SuperPhénix à l'échelle du continent. L'adversaire désigné de cette action collective transnationale est l'État français qu'il faut contraindre à décider d'ordonner l'arrêt définitif du surgénérateur. Pour ce faire, les militants antinucléaires occupent l'ambassade française à Genève, organisent des manifestations aux postes de douane de la frontière franco-suisse, engagent des procédures auprès des juridictions administratives françaises. La mobilisation prend de l'ampleur et la structuration européenne de l'opposition au surgénérateur SuperPhénix se renforce, glissant ensuite dans un mode d'européanisation sous la forme de l'« externalisation » (Tarrow et Doug 2002). Pour contourner les obstacles nationaux, les ECS décident en effet à partir de 1994 de se saisir aussi des opportunités offertes par les institutions européennes. Ils déposent par exemple une plainte auprès de la Commission des communautés européennes (l'ancêtre de la Commission européenne) pour non-respect du droit communautaire, invoquant la violation par la France de plusieurs directives européennes et articles du traité Euratom.

Cette dynamique d'européanisation reste toutefois très sensible aux « transformations de positions induites par des logiques nationales et institutionnelles » (Siméant 2010 : 135) puisque la décision prise par l'État français en juin 1997 d'arrêter SuperPhénix entraîne la disparition de celle-ci. Elle contribue alors à créer, non pas une organisation structurant un mouvement antinucléaire européen plus global mais la coalition nationale dont la mouvance antinucléaire française cherche à se doter depuis le début des années soixante-dix. Sur les bases et les ressources des ECS est en effet créé le RSN pour obtenir une décision politique de sortie de l'énergie électronucléaire en France. Rapidement, il se professionnalise et se centralise sous l'action de militants utilisant et monopolisant les expériences transnationales passées pour asseoir leur pouvoir et augmenter leurs ressources politiques aux dépens d'autres acteurs au sein de l'espace concurrentiel de la protestation antinucléaire. Cela participe de l'émergence d'une critique de plus en plus vivace dénonçant un centralisme de la coalition jugée contradictoire avec l'identité politique de la mouvance antinucléaire et l'utopie délibérative qu'elle porte depuis son avènement (Chambru 2015a). Le RSN continue toutefois à mobiliser avec une certaine régularité l'argument européen dans les mobilisations qu'ils impulsent, essentiellement sous la forme de l'« intériorisation » (Tarrow et Doug 2002). Il n'est plus question d'impulser la création d'une coalition antinucléaire européenne ou de structurer les espaces publics oppositionnels existants. En 2008, le RSN crée par exemple le « Chernobyl Day » pour impulser des mobilisations locales à l'échelle européenne mais reliées entre elles sous un même vocable et une même identité. Le but est de rendre visible des actions destinées à interpeller la population sur les conséquences de l'accident de Tchernobyl, menées chaque année depuis 1987 de façon dispersée. En 2013, elles restent toutefois essentiellement organisées en France : 70 contre 13 performances réalisées ailleurs en Europe.

L'enjeu européen et l'ancrage local des mobilisations collectives

Cette européanisation de l'action collective antinucléaire se matérialise aussi par la multiplicité de ses ancrages locaux et situés. Ce sont dans ces territoires où s'engagent les individus en faveur de la cause, où circulent des ressources et des savoir-faire, où se structurent des réseaux militants, où participent des organisations aux mobilisations multi-échelles. Ainsi, les mobilisations antinucléaires par-delà les frontières nationales instituées répondent aussi à des logiques locales, « pas uniquement micro-sociales mais renvoyant aux espaces politiques nationaux. Ce sont également des réseaux locaux, la densité des liens de sociabilité quotidiens, qui expliquent la mise en place de mobilisations à plus grande échelle et autorisent diffusions d'informations et collecte de ressources » (Siméant 2010 : 133).

À cet égard, le cas des expériences oppositionnelles contre le programme électronucléaire français en Savoie (73) est particulièrement intéressant. Ce département est en effet le lieu régulier de mobilisations collectives suivant peu ou prou les vagues protestataires nationales, tout en étant marqué par des spécificités territoriales (et identitaires) produisant des séquences de mobilisation et des épisodes contestataires parfois singuliers. Dès 1971, un Comité antinucléaire savoyard (CAS) est ainsi constitué pour s'opposer à la construction de la centrale nucléaire du Bugey. Actif jusqu'en 2019, il a changé à plusieurs reprises d'appellation au gré des luttes menées, des coalitions régionales et nationales constituées et de la place de l'argument européen dans les régimes d'actions tactico-stratégiques de la protestation. D'abord Comité Malville entre 1974 et 1978 puis Collectif savoyard pour une autre politique de l'énergie (CSAPE) entre 1979 et 1981, Réseau savoyard uranium (RSU) entre 1981 et 1983, Réseau savoyard pour un avenir sans nucléaire (RSASN) en 1987, à nouveau CAS dans les années quatre-vingt-dix, Stop EPR 73 entre 2005 et 2007, Sortir du nucléaire 73 (SDN 73) entre 2008 et 2012 et enfin Arrêt du nucléaire Savoie. Cette plasticité nominale renvoie avant tout à une stratégie de générer des espaces élargis de définition de la cause antinucléaire, de démultiplications des niveaux d'intervention et de prises de parole afin de favoriser l'engagement des publics contre les différents aspects du programme électronucléaire français.

Dès 1974 et les prémises de l'opposition au surgénérateur SuperPhénix, les militants antinucléaires savoyards participent activement aux connexions transfrontalières avec les militants italiens et suisses pour construire ce qui deviendra progressivement une mobilisation antinucléaire transnationale d'envergure. Déjà se dessine à travers cette lutte sectorielle un espace pluriel de mobilisation au sein duquel s'opère, malgré un nombre relativement circonscrit de participants, une division du travail militant simultanément à différentes façons de s'engager dans ces dynamiques transnationales. Trois catégories d'engagement (pouvant s'entremêler) sont observables dans les pratiques militantes de cette coalition contestataire locale : ceux qui « pensent de manière transnationale », ceux qui « agissent de manière transnationale », ceux qui « sont transnationaux » (Tompkins 2016). Tandis que certains investissent ces espaces transnationaux, d'autres militants savoyards s'engagent à partir de 1977 dans le processus électoral enclenché par une frange de la mouvance antinucléaire française afin de porter ses propositions politiques qu'elles n'estiment défendues par aucune organisation existante. En 1979, ils participent aux élections européennes, dépassent pour la première fois les 10 % des suffrages exprimés et obtiennent plusieurs élus. Des militants antinucléaires rejoignent alors le Parlement européen et participent au processus de prise de décision au sein de l'Union européenne avec l'ambition d'utiliser les voix politiques et les arguments critiques de cette institution pour contourner les obstacles nationaux et ainsi faire avancer la cause antinucléaire. Ce mode d'eupéanisation de la contestation sous la forme de la « supranationalisation » (Tarrow et Doug 2002) est jugé par ses protagonistes comme un relatif échec au

regard des objectifs initiaux qu'ils s'étaient fixés. Ils ne parviennent à obtenir que des avancées partielles telles que des engagements sur l'irradiation des aliments, faire voter des résolutions symboliques demandant que soit arrêtée l'extraction de plutonium ou provoquer des conflits institutionnels entre la Commission et le Parlement sur les compétences de l'un vis-à-vis de l'autre à l'occasion de la rédaction d'un rapport sur la transparence des coûts de l'électricité.

De 1978 à 1982, le CAS, devenu entre-temps RSU, délaisse progressivement le registre de l'action collective transnationale pour s'engager dans des mobilisations locales reliées à des questions dépassant le seul cadrage national de la politique énergétique française. Dans les massifs du Beaufortain et de la Lauzière, plusieurs projets d'exploitation de mines d'uranium sont envisagés au cours de cette période par l'État français et l'industrie électronucléaire, sans aucune information et concertation avec les publics. Pour défendre un territoire qu'ils jugent désormais menacés de destruction par le risque nucléaire, une alliance s'opère entre des acteurs aux dissensions politiques significatives à l'échelle nationale : militants antinucléaires de longue date, organisations agricoles et syndicales, élus locaux et habitants, urbains et ruraux, ouvriers et paysans. Localement, cette alliance est facilitée par le partage d'une certaine aspiration régionaliste encore très marquée et se matérialise notamment dans les productions discursives à travers le slogan fédérateur « Non à l'atome, oui à la tomme » (autrement dit « non au nucléaire oui à nos fromages »). En jeu également, la défense de la beauté spécifique du « cadre naturel » des montagnes, qui plus est, source de revenus croissante avec le développement important du tourisme dont chacun espère pouvoir encore tirer bénéfice à sa manière.

Pour autant, les enjeux de ce localisme sont systématiquement reformulés par le RSU en termes plus globaux et articulés aux arguments antinucléaires institués depuis une décennie. Le but est de dépasser cette logique de mobilisation socio-territoriale, sans pour autant la rejeter. De ce point de vue, cette rhétorique oscille, diachroniquement et synchroniquement entre le LULU (Locally Unwanted Land Use) et le NOPE (Not On Planet Earth), à savoir entre le refus d'un projet sur un site précis en raison des caractéristiques intrinsèques de ce site, et le refus du principe même d'un tel projet (Trom 1999, p. 38-39). Le cadrage européen joue alors un rôle essentiel dans ce processus en ce qu'il permet une montée en généralité des motifs de la contestation, tout en s'articulant avec le cadre localiste selon lequel l'exploitation uranifère allait mettre en danger un territoire, autant dans son aspect paysager que dans sa dimension socio-économique et identitaire, dont la spécificité ne pouvait supporter une telle intrusion par l'État français. Le territoire devient un lieu rhétorique : il s'agit de connecter la mobilisation localisée et circonscrite à un aspect particulier de la production de l'énergie électronucléaire à un mouvement global de refus de celle-ci. Des performances protestataires contre l'exploitation des mines d'uranium en Savoie sont réalisées simultanément à d'autres actions similaires en Europe (« pour montrer

l'unité d'action d'un mouvement de lutte quelque soit le pays concerné ») mais aussi contre le centre de retraitement de déchets radioactifs de la Hague (« pour montrer l'unité du mouvement de lutte d'un bout à l'autre de la chaîne de production de l'énergie nucléaire »). En reformulant ainsi l'enjeu du localisme en terme européen, l'action collective glisse dans un mode d'européanisation de la contestation sous la forme de l'« intériorisation » (Tarrow et Doug 2002).

L'enjeu européen et la mise en question des frontières du politique

La territorialisation et la reformulation de l'enjeu européen dans les dynamiques protestataires antinucléaires produisent un espace de mobilisation pluriel à travers lequel différentes formes d'engagement se (re)déploient sur le temps long. Ces dernières fluctuent notamment en fonction des contraintes exogènes à l'espace contestataire, de son ancrage territorial spécifique et des opportunités offertes par la gouvernance institutionnelle de l'énergie électronucléaire ainsi qu'en fonction des ressources disponibles dans telle ou telle temporalité, elles-mêmes distribuées par les organisations ou héritées d'une socialisation militante passée. L'épisode contestataire relatif aux transports de déchets radioactifs italiens et la mobilisation en Savoie entre 2007 et 2012 offre à nouveau un terrain fécond pour saisir « ce qui se joue » dans ces expériences oppositionnelles (Chambru 2015b : 72-79). Cette mobilisation de prime abord très locale s'attaque au marché européen de gestion des combustibles nucléaires irradiés au sein duquel la France et Areva occupent une place importante avec le site de La Hague. Elle s'inscrit d'ailleurs d'emblée sous la forme d'une « transnationalisation » (Tarrow et Doug 2002) puisque des militants antinucléaires français et italiens agissent de concert pour dénoncer la dangerosité de ces transports de matières radioactives et l'absence d'information des publics de leur existence.

Au cours de cette période, la mouvance antinucléaire française développe et tisse aussi des relations d'interdépendances plus informelles autour de cette épisode contestataire avec des partenaires européens, sous la forme d'échange politique occasionnel. C'est le cas par exemple le 23 novembre 2011, lorsque des militants français, allemands, anglais et italiens perturbent ensemble dans la Manche le départ d'un train de déchets radioactifs pour Gorleben, le douzième et dernier convoi confié par l'Allemagne à Areva pour être retraité dans son usine de La Hague. À partir de 2012 ensuite, les militants antinucléaires savoyards pensent et agissent de manière transnationale dans la mobilisation qu'ils impulsent après l'accident nucléaire de Fukushima pour obtenir la fermeture de la centrale de Bugey et l'arrêt du projet d'Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activés (ICEDA). Pour cela, ils reconstituent l'espace transnational franco-suisse expérimenté dans les luttes passées qui leur offrent une certaine mobilité pour s'opposer aux pouvoirs

étatiques par un usage protestataire du droit, notamment en cherchant à contourner les obstacles nationaux en saisissant des opportunités offertes par les institutions et les réglementations européennes (Chambro 2018 : 86-89). Cette fois-ci, l'action collective antinucléaire s'apparente à un mode d'eupéanisation de la contestation sous la forme de l'« extériorisation » (Tarrow et Doug 2002).

De la même manière, la lutte contre l'implantation d'un centre d'enfouissement de déchets radioactifs dans la Bresse entre 1987 et 1991 montre comment l'ancrage territorial et le localisme d'une mobilisation peut aussi participer à son échelle d'une eupéanisation de la protestataire antinucléaire. Dans cet espace rural proche de la Savoie, celle-ci se réalise en extériorité des institutions européennes et de l'espace géopolitique de l'Europe de l'époque. En décembre 1989, alors que les étudiants et les ouvriers roumains s'insurgent à Bucarest et Timisoara contre la destruction du patrimoine architectural et culturel de leurs pays, les villages bressans en lutte contre l'Andra se jumellent « au nom de la défense des villages menacés », avec leurs homologues roumains et les habitants font des dons pour venir en aide à la population roumaine. En pratique, ces mobilisations antinucléaires dans des arènes supra et infra-nationales ne distinguent pas *de facto* les formes institutionnalisées et non-institutionnalisées des dynamiques protestataires, donnant plutôt à voir une articulation entre celles-ci. Les militants antinucléaires, y compris ceux ne reconnaissant pas ou peu de légitimité aux institutions européennes, utilisent en effet parfois les marges de celles-ci tout en élargissant les frontières de la mobilisation de leurs cadres nationaux respectifs. C'est de cette manière par exemple que se structure à partir de 2007 le NHH via le programme « jeunesse en action » et le projet de coopération « L'héritage nucléaire de l'Europe » conduit pendant deux ans par des jeunes activistes antinucléaires français, allemands, autrichiens et biélorusses afin d'« encourager la conscience européenne en lien à travers le conflit autour du nucléaire ». Il n'a ensuite cessé de se développer de façon autonome, élargissant progressivement son périmètre d'action de la question européenne à une perspective internationale. Là encore, cette dernière ne se construit pas en réponse à la globalisation et la mondialisation néolibérale comme nombre d'autres mouvements sociaux recourant à la transnationalisation de l'action collective (Siméant 2010 : 127-133). En définitive, les différentes formes d'eupéanisation de la contestation antinucléaire française participent, comme pratique sociale, d'une (re)problématisation provisoire et discontinue du politique et du national : la mise en question des frontières du territoire hexagonal et de l'échelle spatiale pyramidale instituée du traitement des problèmes publics.

Sur le territoire français, de multiples mobilisations locales antinucléaires révèlent ces quarante dernières années une connexion entre une situation locale concrète (l'implantation ou le prolongement du fonctionnement d'une installation électronucléaire près de chez-soi) et un enjeu global (la remise en cause du nucléaire comme porteur de progrès social ou la défense d'un territoire menacé par l'État) qui

interroge le bien-fondé d'une décision nationale (construire une centrale nucléaire pour produire l'électricité et faire de la France le pays le plus nucléarisé au monde). Des conflits locaux se retrouvent liés à d'autres niveaux ne relevant pas de l'emboîtement successif entre le local, le national et l'international, et au sein duquel la question européenne participe activement de ce processus de recomposition, conduisant à une mutation du processus de politisation des questions énergétiques.

Cette (re)problématisation de l'espace public par les mobilisations collectives antinucléaires ne révèle pas tant le développement d'une hypothétique société civile européenne qu'elle montre que ce qui se joue dans et par l'espace public institué, qu'il soit national ou européen, n'est pas la totalité de la démocratie. Ancrées dans les interstices politiques nés de la transnationalisation des enjeux publics autour de l'énergie électronucléaire et ses logiques de publicisation en tant que « problème public », les expériences oppositionnelles antinucléaires européennes contribuent à instituer des espaces publics partiels s'affranchissant des découpages des états-nations et de l'échelle spatiale pyramidale instituée de traitement des problèmes publics. En mettant à l'épreuve et en revivifiant les espaces publics institués nationaux, ces derniers font simultanément vivre l'idée du projet européen. Premièrement, ils pèsent sur le processus institutionnel et les politiques publiques menées. Deuxièmement, ils ont des retentissements politiques dans les dimensions empiriques et symboliques qu'est la promotion d'un projet politique utopique qu'ils portent (Chambru 2015a). Troisièmement, ils participent d'une identité et d'une culture commune par-delà les frontières et se diffusant par l'existence de réseaux structurés. De par ses dimensions stratégiques, organisationnelles et symboliques, les mobilisations collectives antinucléaires participent donc d'un « espace public européen en construction », sans pour autant jusqu'alors constituer un « espace d'engagement interculturel européen » et être « suffisamment fortes pour constituer un espace public européen large et populaire » (Dacheux 2019).

Bibliographie

- CHAMBRU Mikaël, 2015a, « L'utopie délibérative de la mouvance antinucléaire et les paradoxes de son expérimentation », *Communication & Organisation*, 48, 61-72.
- CHAMBRU Mikaël, 2015b, « L'engagement protéiforme des militants et des journalistes dans les mobilisations informationnelles antinucléaires », *Sciences de la société*, 94, 65-82.
- CHAMBRU Mikael, 2016, « La protestation antinucléaire autour de SuperPhénix. Une analyse des dynamiques d'un espace public oppositionnel transnational », dans Corine Doria *et al.* (dir.), *L'espace public européen en question. Histoire et méthodologie*, Bruxelles, Peter Lang Edition, 193-210.

- CHAMBRU Mikaël, 2017, « Les temporalités des espaces publics oppositionnels : mouvements sociaux et enquête multi-située », dans Jean-Claude Domenget *et al.* (dir.), *Temps et temporalités en information-communication. Des concepts aux méthodes*, Paris, Éd. de la Société française des sciences de l'information et de la communication, 75-84.
- CHAMBRU Mikaël, 2018, « La publicisation du risque nucléaire par les usages protestataires du droit », *Sciences de la société*, 100, 79-92.
- CHAUDRON Martine et LE PAPE Yves, 1979, « Le mouvement écologique dans la lutte antinucléaire », dans Francis Fagnani *et al.* (dir.), *Nucléopolis. Matériaux pour l'analyse d'une société nucléaire*, Grenoble, Presse universitaires de Grenoble, 25-78.
- DACHEUX Éric, 2019, « La politique de communication de la Commission a-t-elle créé un espace public européen interculturel ? », *Communiquer*, 25, 61-77.
- KAIJSER Arne et MEYER Jan-Henrik, 2018, « Nuclear Installations at the Border. Transnational Connections and International Implications. An Introduction », *Journal for the History of Environment and Society*, 3, 1-32.
- LITS Grégoire, 2010, « Déconstruire la politique européenne de gestion des déchets nucléaires. Une stratégie critique ? », *Émulations : Revue des jeunes chercheuses et chercheurs en sciences sociales*, 8, 21-36.
- RIVAT Emmanuel, 2013, « The Transnational Continuity of Protest. The Anti-nuclear Movement as a Precursor of the Global Justice Movement », dans Christina Fominaya *et al.* (dir.), *Understanding European Social Movements, New Social Movements*, Global, Londres, Routledge, 61-75.
- SIMEANT Johanna, 2010, « La transnationalisation de l'action collective », dans Olivier Filleule *et al.* (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 121-144.
- TARROW Sydney et DOUG Doug, 2002, « La Contestation politique dans l'Europe en formation », dans Richard Balme *et al.* (dir.), *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Science Po, 195-223.
- TOMPKINS Andrew S., 2016, *Better Active than Radioactive! Anti-Nuclear Protest in 1970s France and West Germany*, Oxford, OUP Oxford.
- TOPÇU Sezin, 2013, *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Paris, Seuil.
- TROM Danny, 1999, « De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante : notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue Française de Science Politique*, 49 (1), 31-50.

Biographie de l'auteur

Mikaël Chambru est maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes (UGA), membre du Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (Gresec) : <https://movemen.hypotheses.org>